



Cadre national pour l'apprentissage en environnement au Canada



Environnement et
Changement climatique Canada

Environment and
Climate Change Canada

Canada

N° de cat. : En4-785/2025F-PDF
ISBN : 978-0-660-79787-8
EC25109

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur d'Environnement et Changement climatique Canada. Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

Environnement et Changement climatique Canada
Centre de renseignements à la population
Édifice Place Vincent Massey
351, boulevard Saint-Joseph
Gatineau (Québec) K1A 0H3
Ligne sans frais : 1-800-668-6767
Courriel : enviroinfo@ec.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature, 2025

Also available in English

Table des matières

Introduction.....	3
Principes directeurs	4
Collaborer pour progresser.....	4
Élargir le rôle des dirigeants autochtones.....	4
Adopter une approche globale	5
Suivre les progrès.....	6
Boussole de l'éducation à l'environnement	6
Vision.....	7
Domaine d'intervention	7
Défis	7
Résultats sociétaux.....	7
Cinq domaines d'intervention pour l'éducation à l'environnement.....	7
Renforcer les capacités des éducateurs	7
Créer des espaces d'apprentissage fertiles	7
Développer les données et la recherche.....	8
Des communautés vertes en pleine croissance	8
Renforcer les compétences vertes.....	9
Études de cas par domaine d'intervention	9
Renforcer les capacités des éducateurs.....	9
Accélérer la formation sur les changements climatiques chez les enseignants – Université Lakehead.....	9
Favoriser l'essor des espaces d'apprentissage	10
National Education Nature Park – Ministère de l'Éducation du Royaume-Uni.....	10
Projet Learning by Nature – BC Parks Foundation.....	10
Développer les données et la recherche	10
<i>De la sensibilisation à l'action : les Canadiens face aux changements climatiques et l'éducation (2025) – L'éducation au service de la Terre</i>	10
<i>Alimenter la littératie environnementale des jeunes grâce à l'apprentissage en réseau - Université du Cap-Breton</i>	10
Des communautés vertes en pleine croissance.....	11
Les cours oasis - Ville de Paris, France	11
Avatimik kamattiarniq (intendance environnementale) – Société Aqqiumavvik	11
Renforcer les compétences vertes	11

Programme d'éducation sur le climat du Traité n° 3 - Grand Conseil du Traité n° 3	11
Prochaines étapes	11
Plan de mise en œuvre	11
Forum pour le leadership en éducation à l'environnement	12
Examen et rapports cycliques	12
Remerciements.....	12
Annexes	13
Annexe 1 : Les engagements du Canada en matière d'éducation au climat et à l'environnement	13
Engagements nationaux	13
Engagements internationaux	16
Annexe 2 : Répercussions économiques, sanitaires et sociétales pertinentes pour l'éducation à l'environnement.....	19
Prosperité économique, transition vers l'économie verte et compétences et emplois verts	19
Santé	19
Santé mentale et montée de l'écoanxiété	20
Réussite scolaire et réussite des étudiants en général	21
Mésinformation et désinformation	21
Préparation aux situations d'urgence et aux sinistres	22

Introduction

L'éducation à l'environnement est un outil puissant, mais sous-utilisé, permettant de faire lutter contre la crise mondiale liée aux changements climatiques, à la perte de biodiversité et à la pollution. Cela contribuera à bâtir une économie plus propre, plus durable et plus résiliente pour les générations futures. Elle dote les Canadiens – les enfants, les jeunes et leurs éducateurs en particulier – de connaissances, de compétences et de la capacité d'action dont ils ont besoin pour agir de manière significative, lutter contre la désinformation et faire partie de communautés résilientes. Elle est essentielle pour soutenir les emplois verts au Canada et assurer la transition vers une société résiliente et durable. Elle est également essentielle pour atténuer les répercussions des changements climatiques sur la santé, le bien-être et le rendement scolaire des enfants.

L'éducation à l'environnement est également un élément important des engagements du Canada à l'échelle internationale et nationale. Partout dans le monde, les gouvernements et les organisations redoublent d'efforts pour intégrer l'éducation à l'environnement à l'enseignement régulier. Il est primordial que le Canada fasse de même pour rester un chef de file mondial compétitif et respecté.

Le cadre national pour l'apprentissage en environnement¹ vise à combler les lacunes et à mieux intégrer l'apprentissage en environnement dans l'ensemble du Canada. Il fournit des principes directeurs, des domaines d'intervention et des exemples pour inspirer l'action. Ce cadre est destiné aux éducateurs, aux décideurs politiques et aux autres responsables des secteurs de l'éducation formelle et non formelle afin de les aider à créer des documents, des programmes et des initiatives d'apprentissage ou à s'inspirer des outils existants. Il soutient également l'élaboration d'objectifs, de critères d'évaluation et de rapports. Le cadre est de nature générale, ce qui permet de respecter les compétences provinciales et territoriales et de reconnaître la nécessité de l'adapter aux contextes locaux.

Le cadre est le résultat d'une collaboration entre Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) et ses partenaires et parties prenantes, notamment :

- les jeunes
- les Autochtones
- les universités
- les spécialistes de l'éducation formelle et non formelle
- les partenaires internationaux
- les gouvernements provinciaux ou territoriaux
- les autres ministères fédéraux
- les secteurs philanthropiques et privés

¹ Environnement et Changement climatique Canada reconnaît qu'il existe différents termes et définitions qui expriment le concept d'apprentissage en environnement. Il s'agit notamment de l'éducation au climat, de la connaissance du climat, de l'éducation à la biodiversité, de la connaissance de la biodiversité, de l'éducation à l'environnement, de la connaissance de l'environnement et de l'éducation au développement durable. Aux fins du présent document, « apprentissage en environnement » exprime ces concepts au sens large et est défini plus précisément par les principes directeurs et les domaines d'intervention.

- l'industrie

Il a été élaboré en réponse à l'appel lancé par les Canadiens en faveur d'un cadre national global et habilitant pour l'apprentissage en environnement. Pour en savoir davantage, voir le [Rapport sur ce que nous avons entendu](#).

Ce cadre constitue une étape importante dans un processus de collaboration et d'évolution visant à faire progresser l'apprentissage en environnement au Canada. L'étape suivante, essentielle, consiste pour ECCC à travailler en étroite collaboration avec les partenaires et les parties prenantes afin d'élaborer une stratégie de mise en œuvre. Il s'agira notamment de définir plus précisément les objectifs et les mesures de réussite. Le cadre est un document évolutif qui sera réexaminé périodiquement et adapté en fonction des pratiques exemplaires et des nouveaux résultats.

Le cadre national pour l'apprentissage en environnement est possible grâce à de nombreuses organisations et personnes qui travaillent ensemble pour faire progresser l'éducation à l'environnement. Nous vous remercions de votre dévouement et de vos précieuses contributions.

Principes directeurs

Les principes suivants ont contribué à l'élaboration du cadre. Ils ont pour but d'aider à orienter les versions ultérieures et les engagements et mises en œuvre connexes.

Collaborer pour progresser

Le cadre comprend un ensemble de lignes directrices flexibles mais transformatrices visant à inciter les décideurs à collaborer selon des modalités adaptées à leurs communautés respectives. Il s'aligne sur des cadres politiques internationaux et nationaux prometteurs pour l'apprentissage en environnement et sur les engagements prioritaires liés à l'éducation à l'environnement. Il s'appuie également sur les efforts, les pratiques exemplaires et les politiques déjà en place pour améliorer l'accès à un apprentissage en environnement de qualité et adapté aux besoins locaux.

Le cadre est conçu pour rassembler divers secteurs et communautés. La mobilisation continue de la communauté guidera l'évolution et la mise en œuvre du cadre. L'harmonisation des efforts de plusieurs secteurs partout au Canada favorisera la résilience de la population, de l'économie nationale et de l'environnement. Le cadre contribuera également à résoudre la crise de la mésinformation en améliorant le niveau de connaissances des Canadiens en matière d'environnement.

Élargir le rôle des dirigeants autochtones

Les peuples autochtones entretiennent des relations profondes avec la nature et ont su gérer cette terre depuis la nuit des temps. Ils sont en première ligne dans la lutte contre la perte de biodiversité et les changements climatiques, et ils sont touchés en premier et de manière disproportionnée par ces changements. Les peuples autochtones sont donc particulièrement bien placés pour jouer un rôle de premier plan dans l'apprentissage en environnement.

Le cadre intègre le leadership et les perspectives autochtones dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sur l'apprentissage en environnement. Il prend en compte les engagements

du Canada à l'égard des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada ainsi que les engagements pris dans le cadre de la *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*.

Le cadre reconnaît l'importance du savoir et de la souveraineté autochtones. Au cœur du cadre se trouve l'intégration des modes de connaissance traditionnels autochtones et occidentaux. Ce concept a été popularisé sous le nom d'approche à double regard (Etuaptmumk), bien qu'il ne s'agisse là que d'un exemple parmi la riche diversité des perspectives autochtones. Le concept d'approche à double regard a été développée par les aînés Mi'kmaq Albert et Murdena Marshall, avec le Dr Cheryl Bartlett ([Assurer notre Avenir : rapport sur la résilience autochtone](#)). L'approche renforce encore la nécessité de :

- éliminer les obstacles systémiques
- promouvoir la justice climatique
- veiller à ce que l'apprentissage en environnement reste relationnel, porteur d'espoir et axé sur l'action

Adopter une approche globale

Le traitement des questions environnementales nécessite une approche globale qui prend en compte les facteurs écologiques, sociaux et économiques. Le cadre est interdisciplinaire et multisectoriel et prend en compte divers aspects du système d'éducation.

L'apprentissage en environnement doit aller au-delà des domaines scientifiques classiques pour inclure des compétences dans toutes les matières. Il devrait également faire participer des communautés entières, dont les suivantes :

- communautés scolaires
- gouvernements locaux et entreprises
- autres organisations d'éducation non formelle.

L'apprentissage en environnement devrait également aller au-delà de la salle de classe et permettre d'aborder les questions environnementales dans le cadre des installations, des opérations et de la gouvernance, dans les contextes d'apprentissage formels et non formels.

L'approche globale le rend plus pertinent pour relever les défis environnementaux complexes dans le monde réel. Il permet aux élèves et à leurs éducateurs d'acquérir les connaissances, l'autonomie et l'espoir nécessaires pour relever ces défis. Il permet également aux Canadiens de saisir les occasions offertes par leurs communautés et de célébrer la riche diversité de notre pays.

Voici quelques exemples internationaux et régionaux d'utilisation d'une approche globale de l'apprentissage en environnement (en anglais seulement) :

- [Le National Education Nature Park au Royaume-Uni](#)
- [Le tronc commun national finlandais](#)
- [Te Whāriki en Nouvelle-Zélande](#)
- [Priorités transversales de l'Australie](#)
- [La refonte des programmes d'études en Colombie-Britannique](#)
- [Cadre d'éducation sur les changements climatiques du gouvernement du Nouveau-Brunswick](#)

Suivre les progrès

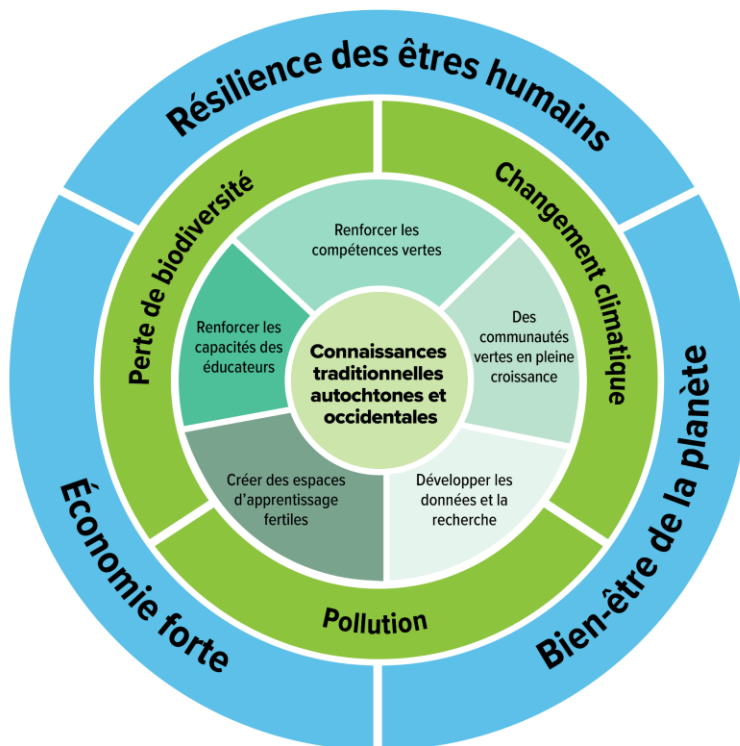
De nombreux efforts d'apprentissage en environnement sont déjà déployés au Canada. Le cadre reconnaît la nécessité de mieux reconnaître et harmoniser ces efforts et d'en rendre compte.

C'est pourquoi il est essentiel de définir ou de redéfinir les paramètres de réussite de l'apprentissage en environnement. Cela permettra de donner la priorité aux objectifs de croissance économique, ainsi qu'à la justice sociale, culturelle et environnementale.

Il est également important de :

- mettre en place des cadres complets de suivi, d'évaluation et d'information du public
- inclure des méthodologies dirigées par les Autochtones
- inclure de la rétroaction continue de la part de la communauté

Boussole de l'éducation à l'environnement



Vision

Au cœur de la vision du Cadre pour l'apprentissage environnemental se trouve l'entrelacement des perspectives autochtones et occidentales. Cette approche collaborative est axée vers l'extérieur et influence la manière dont tous les autres aspects du cadre devraient être envisagés et mis en œuvre.

Domaine d'intervention

Le cadre comprend cinq domaines d'action clés visant à améliorer la qualité de l'apprentissage en environnement au Canada.

Défis

L'apprentissage en environnement favorise la compréhension des connaissances, des outils, des compétences et des mesures nécessaires pour faire face aux trois plus grandes menaces qui pèsent sur notre planète et sur nous-mêmes :

- les changements climatiques
- la pollution
- la perte de biodiversité

Résultats sociétaux

La priorité accordée à l'apprentissage en environnement au Canada contribuera à une économie forte, au bien-être de la planète et à la résilience des êtres humains.

Cinq domaines d'intervention pour l'éducation à l'environnement

L'adoption du Cadre est volontaire. Le Cadre reconnaît la valeur des domaines d'action suivants:

Renforcer les capacités des éducateurs

- donne la priorité au renforcement de l'apprentissage en environnement dans la formation des enseignants en exercice ou en formation initiale et des éducateurs non formels
- s'aligne sur les recherches fondées sur des données probantes :
 - par exemple, [le sondage de 2025 de L'éducation au service de la Terre \(LST\)](#) auprès de plus de 4 200 éducateurs, jeunes et tuteurs, qui a révélé que 62 % des répondants sont d'accord pour dire que l'éducation aux changements climatiques devrait être le rôle des enseignants dans toutes les matières et à tous les niveaux scolaires
- privilégie que les éducateurs aient accès à des ressources, à des outils et à des formations de qualité pour améliorer leurs connaissances sur les changements climatiques et la perte de biodiversité afin qu'ils puissent l'enseigner avec plus d'assurance
- soutient les éducateurs afin de permettre aux générations futures de développer une meilleure capacité de réflexion critique et de résilience, et d'apprendre à reconnaître la désinformation et la désinformation

Créer des espaces d'apprentissage fertiles

- donne la priorité à la résilience aux changements climatiques et à l'amélioration de la biodiversité :
 - par exemple, créer des espaces d'apprentissage intérieurs et extérieurs résistants aux changements climatiques afin de se protéger contre les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les vagues de chaleur
- soutient les efforts de conservation des provinces et des territoires, car les cours d'école peuvent devenir de possibles [autres mesures de conservation efficaces par zone](#) (AMCEZ), qui

pourraient contribuer à remplir les critères pancanadiens de [l'engagement de conservation du Canada « 30 % du territoire d'ici 2030 »](#).

- s'aligne sur la [définition](#) d'une « école verte » de l'UNESCO
 - une institution d'apprentissage qui adopte une approche globale de l'éducation pour le développement durable (EDD), « en abordant le changement climatique [la perte de biodiversité et la pollution] à travers son enseignement, ses installations et ses opérations, sa gouvernance scolaire et ses partenariats communautaires. »
- se concentre sur le fait d'amener la nature aux jeunes Canadiens et d'amener ces derniers à la nature, afin d'offrir un accès équitable aux environnements locaux et au savoir autochtone et d'améliorer les espaces d'apprentissage résistants aux changements climatiques
- favorise le développement de compétences vertes dans un contexte local pertinent
 - cela permet aux élèves d'explorer leur environnement et de prendre part à un apprentissage actif, ce qui, à son tour, contribuera à améliorer leur bien-être mental, physique et émotionnel, ainsi que leurs résultats scolaires

Développer les données et la recherche

- donne la priorité à la recherche menée au pays pour soutenir la politique et la prise de décision en matière d'éducation à l'environnement,
 - les données fondées sur des preuves permettront de financer et de soutenir les recherches menées par les détenteurs de droits autochtones, tout en permettant aux communautés autochtones d'effectuer des recherches pour soutenir leur propre gouvernance
- établit comment suivre de manière optimale les progrès et mesurer les effets de la priorité accordée à l'apprentissage en environnement au Canada
 - ces indicateurs permettront de contrôler et d'améliorer l'efficacité du cadre
- porte sur le développement de la recherche fondée sur des données probantes dans des domaines clés, notamment :
 - réduire les obstacles pour donner à tous les Canadiens un accès égal à une éducation à l'environnement de qualité
 - étudier les comportements liés à l'éducation et à la prise de mesures en matière de changements climatiques
 - définir les principaux indicateurs de rendement des systèmes scolaires en matière de développement durable
 - cerner les lacunes dans les rapports et les évaluations
 - étudier la santé et le bien-être des jeunes
 - aborder la mésinformation et la désinformation liées aux changements climatiques et à d'autres questions environnementales

Des communautés vertes en pleine croissance

- effectue en priorité le recensement, l'agrandissement et le soutien de l'aménagement de lieux d'apprentissage formels et non formels au moyen de partenariats et de réseaux communautaires
 - l'objectif est d'aider les enfants, les jeunes et les éducateurs à acquérir les connaissances, les compétences et la capacité d'agir nécessaires pour faire progresser l'action environnementale collective
- cadre avec la définition des [communautés vertes](#) de l'UNESCO
- favorise un changement actif et mesurable dans les communautés locales afin de permettre aux jeunes et aux éducateurs de voir leur incidence

- mobilise les entités suivantes pour qu'elles aient une incidence collective :
 - villes et municipalités
 - gouvernements fédéral et provinciaux
 - écoles et conseils scolaires
 - organisations dirigées par des jeunes ou des Autochtones
 - bailleurs de fonds
 - organisations environnementales à but lucratif et non lucratif
 - lieux d'apprentissage non formel, tels que les centres de science, les zoos, les bibliothèques, les musées et les aquariums
 - industries

Renforcer les compétences vertes

- donne la priorité au perfectionnement des compétences vertes alors que nous migrons vers une économie propre
 - cela favorisera la réussite de l'économie canadienne en pleine évolution et la protection de notre identité nationale unique
- cadre avec le [Plan pour des emplois durables](#) du Canada
 - le plan définit un emploi durable comme « tout emploi compatible avec la voie empruntée par le Canada pour atteindre la carboneutralité et un avenir résilient aux changements climatiques »
- soutient l'engagement du Canada en faveur des objectifs de développement durable (ODD)
 - l'éducation axée sur les emplois verts est un élément essentiel permettant de soutenir des écosystèmes sains (ODD 14 et 15) et d'offrir une éducation de qualité (ODD 4)
- permet d'atténuer les pénuries prévues de main-d'œuvre et de compétences écologiques
 - Le Canada doit s'assurer que la main-d'œuvre est prête pour les 300 000 à 400 000 [nouveaux emplois verts qui seront créés d'ici 2030](#), faute de quoi il sera difficile de faire progresser l'économie verte, et notre potentiel de croissance risque d'en souffrir
- s'adapter pour répondre à des besoins divers dans le vaste contexte canadien

Études de cas par domaine d'intervention

Voici quelques exemples de projets qui illustrent les domaines d'intervention du cadre en action.

Renforcer les capacités des éducateurs

Accélérer la formation sur les changements climatiques chez les enseignants – Université Lakehead

Ce projet développe et renforce l'éducation aux changements climatiques dans le cadre de la formation des enseignants au Canada. Il offre des occasions d'apprentissage professionnel aux enseignants de la maternelle à la 12^e année qui sont en formation initiale ou en exercice ainsi qu'aux membres du corps enseignant des établissements d'enseignement supérieur. Les principaux éléments du projet sont les suivants :

- diriger une table ronde nationale sur l'éducation aux changements climatiques

- élaborer et dispenser des cours en ligne nationaux pour les enseignants
- fournir un financement accéléré pour les projets d'éducation aux changements climatiques dans le cadre de la formation des enseignants
- faciliter les études de cas qui mobilisent les pratiques prometteuses en matière d'éducation aux changements climatiques dans tout le Canada

Favoriser l'essor des espaces d'apprentissage

National Education Nature Park – Ministère de l'Éducation du Royaume-Uni

Le programme National Education Nature Park a été mis au point par le ministère de l'Éducation du Royaume-Uni et le Natural History Museum. Objectif du document :

- intégrer l'apprentissage fondé sur la nature dans les programmes scolaires
- encourager les enfants et les jeunes dans tout le pays à prendre des mesures pour améliorer les espaces pour le bien des personnes et de la nature

En envisageant le domaine de l'éducation comme un grand parc naturel, les enfants et les jeunes voient comment de petites actions peuvent avoir une incidence importante sur le rétablissement de la nature. Les participants collaborent également avec des scientifiques à des recherches novatrices menées avec des données recueillies dans le cadre du programme. Il s'agit d'un moyen de fournir des informations essentielles sur les meilleurs moyens de lutter contre la double crise que sont les changements climatiques et la perte de biodiversité.

Projet Learning by Nature – BC Parks Foundation

Ce projet est un partenariat provincial-fédéral-privé unique en son genre pour l'apprentissage de la nature. Les élèves de Colombie-Britannique s'informent sur les changements climatiques et la perte de biodiversité et prennent des mesures positives pour les atténuer dans les parcs provinciaux, les cours d'école et les salles de classe de la province.

Développer les données et la recherche

De la sensibilisation à l'action : les Canadiens face aux changements climatiques et l'éducation (2025) – L'éducation au service de la Terre

Ce troisième sondage national de L'éducation au service de la Terre permet de suivre l'évolution de l'opinion des Canadiens sur les changements climatiques et l'éducation depuis 2019 et 2022. Le rapport de 2025 met en évidence le changement d'attitude du public, les pratiques actuelles en classe et les appels croissants en faveur d'un apprentissage climatique plus approfondi partout au Canada.

Alimenter la littératie environnementale des jeunes grâce à l'apprentissage en réseau - Université du Cap-Breton

Les jeunes et les enseignants peuvent donner leur avis sur l'impact et l'accessibilité de l'éducation à l'environnement. Ce projet est ouvert aux écoles de toutes les provinces et territoires du Canada, y compris

- les écoles en milieu rural, éloigné et nordique et les écoles des Premières Nations
- les écoles en milieu urbain
- les écoles situées dans des communautés fortement dépendantes des combustibles fossiles

Des communautés vertes en pleine croissance

Les cours oasis - Ville de Paris, France

Ce projet transforme les cours d'école en espaces verts et multifonctionnels destinés à atténuer les effets des changements climatiques et à améliorer le bien-être de la communauté environnante. Ces espaces :

- atténuent l'effet des îlots de chaleur urbains
- améliorent la gestion des eaux pluviales
- offrent aux élèves, aux éducateurs et à l'ensemble de la communauté des espaces de loisirs et d'éducation

Avatimik kamattiarniq (intendance environnementale) – Société Aqqiumavvik

Ce projet vise à élaborer et à mettre à l'essai un programme de connaissance en environnement pertinent sur le plan culturel et adapté à l'âge des participants, afin de renforcer le concept d'avatimik kamattiarniq (intendance environnementale) chez les jeunes d'Arviat, au Nunavut.

Renforcer les compétences vertes

Programme d'éducation sur le climat du Traité n° 3 - Grand Conseil du Traité n° 3

Ce projet permettra aux enfants et aux jeunes du territoire du Traité n° 3 d'acquérir des connaissances précises sur le lieu et de perfectionner des compétences en matière de changements climatiques. Le projet les aidera à devenir des chefs de file en matière de climat dans leurs communautés et à participer à l'économie verte émergente. Le programme combine la science occidentale du climat et les connaissances traditionnelles des Anishinaabe qui sont propres au Traité n° 3. Les apprenants de tous âges amélioreront leurs connaissances des éléments suivants :

- la relation entre l'action humaine et les changements climatiques;
- les changements environnementaux propres à un lieu en particulier qui découlent des changements climatiques;
- les pratiques exemplaires à adapter;
- les nouvelles connaissances scientifiques et le savoir autochtone
- les manières de favoriser l'action dans leurs communautés;
- les compétences nécessaires pour trouver un emploi dans le secteur des emplois verts.

Prochaines étapes

Plan de mise en œuvre

ECCC travaille avec des partenaires et des parties prenantes à l'élaboration d'un plan de mise en œuvre. Le plan définira des cibles précises et des critères d'évaluation pour mesurer la réussite. Ce plan permettra la mise à jour du cadre au besoin. Il permettra également au Canada de mieux rendre compte des progrès accomplis par rapport à divers engagements nationaux et internationaux, notamment, mais pas exclusivement, les suivants :

- [Stratégie fédérale de développement durable de 2022 à 2026](#)
- [Stratégie pour la nature 2030 du Canada : Freiner et inverser la perte de biodiversité au Canada](#)

- [Stratégie nationale d'adaptation du Canada](#)
- [Appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation](#)
- [Plan pour des emplois durables](#)
- [Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies](#)

Forum pour le leadership en éducation à l'environnement

Le premier Forum pour le leadership en éducation à l'environnement a eu lieu en mars 2025. Il a été organisé conjointement par ECCC, la Commission canadienne pour l'UNESCO et le Réseau canadien d'éducation et de communication relatives à l'environnement et avait pour but d'élaborer la version préliminaire du présent cadre. Le Forum de 2026 s'appuiera sur les efforts déjà déployés par les partenaires et les parties prenantes pour définir des objectifs et des outils de mesure des progrès, ainsi que des mécanismes d'établissement de rapports. Cela permettra de produire la version définitive du plan de mise en œuvre.

Examen et rapports cycliques

ECCC coordonnera également avec ses partenaires la mise à jour périodique du cadre. Les mises à jour seront fondées sur l'examen des rapports sur le plan de mise en œuvre, ainsi que sur les nouvelles recherches émergentes et les pratiques exemplaires. ECCC sera également chargé de partager les progrès réalisés par le Canada en matière d'apprentissage en environnement sur la base des exigences en matière d'établissement de rapports contenues dans divers engagements.

Remerciements

ECCC souhaite remercier les nombreux Canadiens et Canadiennes qui ont participé à notre consultation nationale et à notre engagement à l'égard de l'éducation à l'environnement au cours des quatre dernières années. Les contributions que nous avons reçues d'organismes et de parties prenantes de tout le Canada, ainsi que les informations sur les efforts déployés par des partenaires du monde entier, ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration du présent cadre.

Compte tenu des défis économiques actuels et des occasions qui s'offrent à notre pays, le Canada est bien placé pour faire preuve de leadership en matière d'éducation à l'environnement au cours des prochaines années. Nous nous réjouissons de continuer à travailler ensemble à la mise en œuvre de ce cadre.

Annexes

Annexe 1 : Les engagements du Canada en matière d'éducation au climat et à l'environnement

Engagements nationaux

Stratégie fédérale de développement durable 2022 à 2026 (SFDD)

- La Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) décrit l'approche du gouvernement du Canada pour atteindre ses objectifs en matière de développement durable et concorde avec les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Les objectifs pertinents pour l'éducation à l'environnement sont les suivants :
 - L'objectif 4 de la SFDD : Promouvoir les connaissances et les compétences pour le développement durable. Le savoir et l'éducation sont essentiels pour améliorer les connaissances sur le climat et soutenir l'action climatique. L'éducation est considérée comme l'un des principaux moteurs de progrès pour les 17 ODD.
 - Objectif 13 de la SFDD : Prendre des mesures relatives aux changements climatiques et leurs impacts. Il s'agit notamment de soutenir la cible 13.3 des ODD, qui consiste à « améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide ».
- Voir aussi Engagements internationaux, Objectifs de développement durable des Nations Unies pour en savoir davantage.

Stratégie pour la nature 2030 du Canada : Freiner et inverser la perte de biodiversité au Canada

- Également connue sous le nom de Stratégie et plan d'action de biodiversité nationale, cette stratégie montre que le Canada travaille à la mise en place d'un cadre national pour l'apprentissage en environnement.
- Pour inverser la tendance à la perte de biodiversité, il faut valoriser la nature, faire de la sensibilisation et renforcer les capacités.
- Les connaissances, l'éducation et la sensibilisation sont intégrées dans plusieurs cibles :
 - Cible 3 : Aires protégées et de conservation (30x30)
 - Cible 14 : Intégration des valeurs de la biodiversité
 - Cible 16/15b : Consommation durable
 - Objectif 19 : Mobilisation des ressources – Ressources financières
 - Cible 21 : Échange de connaissances
 - Cible 22 : Inclusion des peuples autochtones, des femmes et des filles, des jeunes et des enfants, des personnes en situation de handicap et des défenseurs des droits de la personne environnementaux dans la prise de décision
- Rapport dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique en février 2026.

Stratégie nationale d'adaptation du Canada

- La connaissance et la compréhension constituent un objectif fondamental : « L'éducation, la formation, et la sensibilisation sont les principaux moyens de faire comprendre la nécessité d'intégrer l'adaptation dans les décisions et la prise de mesures urgentes. »

- L'un des objectifs énumérés dans la section « Économie et travailleurs » est le suivant : « le Canada dispose d'une main-d'œuvre qualifiée, diversifiée et adaptable, soutenue par l'éducation, la formation, le développement des connaissances et des compétences pour répondre aux effets futurs des changements climatiques, y compris au sein des économies autochtones et nordiques. »

Appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation

- Un cadre pour l'apprentissage en environnement soutient plusieurs des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, et en particulier les suivants :
 - [Appel 14](#) : Revitalisation des langues autochtones
 - [Appel 62.iii](#) : Financement nécessaire pour que les écoles autochtones utilisent les connaissances et les méthodes d'enseignement autochtones dans les salles de classe
 - [Appel 63.iii](#) : Renforcement de la compréhension interculturelle, de l'empathie et du respect mutuel

Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et Plan d'action (2023–2028)

- Publié en 2023 et élaboré en consultation et en coopération avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis de tout le Canada.
- Le plan d'action présente les priorités partagées entre le Canada et les trois groupes autochtones, ainsi que les priorités entre le Canada et chacun des groupes autochtones.
- L'article 29 du plan d'action fait de l'environnement un domaine prioritaire commun, l'objectif étant d'assurer un Canada où :
 - Les peuples autochtones jouissent du droit à un environnement naturel sain, les modes de connaissance autochtones étant intégrés dans la protection et la gestion des terres, des eaux, des plantes et des animaux.
 - Les peuples autochtones jouent un rôle central dans la conservation de la biodiversité, la conservation de l'eau et de l'environnement, ainsi que dans la planification, l'élaboration des politiques et la prise de décision en matière de changements climatiques.
 - L'action climatique autodéterminée est considérée comme essentielle pour faire progresser la réconciliation du Canada avec les peuples autochtones.
- ECCC est le principal partenaire du gouvernement du Canada pour la mise en œuvre de cette priorité. Nous mettons cette priorité en œuvre au moyen d'une série de mesures précises définies dans le plan (actions 46 à 49).
- L'éducation est également un élément important du plan d'action, et c'est l'une des priorités particulières désignées par les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

Loi concernant l'élaboration d'une stratégie nationale visant à évaluer et prévenir le racisme environnemental ainsi qu'à s'y attaquer et à faire progresser la justice environnementale (projet de loi C-226)

- Le 20 juin 2024, le projet de loi d'initiative parlementaire C-226, Loi concernant l'élaboration d'une stratégie nationale visant à évaluer et prévenir le racisme environnemental ainsi qu'à s'y attaquer et à faire progresser la justice environnementale, est devenu une loi.
- Ce projet de loi oblige le gouvernement du Canada à se doter d'une stratégie dans les deux ans suivant son entrée en vigueur. La stratégie doit promouvoir les efforts du Canada [pour faire progresser la justice environnementale et évaluer, prévenir, ainsi que combattre le racisme](#)

environnemental. La Stratégie pourrait également comprendre des mesures comme des modifications des lois, politiques et programmes fédéraux.

- Le cadre national pour l'apprentissage en environnement renforce encore la nécessité de s'attaquer aux obstacles systémiques, de promouvoir la justice climatique et de veiller à ce que l'éducation à l'environnement reste relationnelle, porteuse d'espoir et orientée vers l'action.

Un droit à un environnement sain en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)

- En juin 2023, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* (LCPE) a été modifiée et modernisée (voir [Projet de loi S-5](#)). Le préambule prévoit que le gouvernement du Canada reconnaît que chaque personne au Canada a droit à un environnement sain, comme le prévoit la LCPE. ECCC doit élaborer et publier un cadre de mise en œuvre d'ici juin 2025.
- [L'ébauche du cadre de mise en œuvre du droit à un environnement sain dans le cadre de la LCPR](#) prévoit la « prise en compte des facteurs sociaux dans les activités visant à réduire les risques pour l'environnement et la santé humaine. Par exemple, une population peut être touchée de manière disproportionnée par la pollution en raison de différences de revenus et de statut social, de sexe, d'éducation et d'alphabétisation, ou d'autres caractéristiques socio-économiques. »
- L'ébauche de cadre de mise en œuvre comprend également l'élément procédural de l'accès à l'information. Cet élément aide les personnes au Canada à :
 - prendre des décisions éclairées concernant leur santé et leur environnement et la santé et l'environnement de leurs communautés;
 - comprendre comment les décisions gouvernementales sont prises;
 - tenir les gouvernements responsables de ces décisions.
- Le cadre national pour l'apprentissage en environnement vise à améliorer l'accès à une éducation à l'environnement de qualité, qui s'inscrit dans le cadre du droit à un environnement sain.

Stratégie pour les sciences 2024 à 2029 d'Environnement et Changement climatique Canada

- ECCC a adopté une Politique sur l'intégrité scientifique et un Plan d'action pour la science ouverte afin de guider les valeurs en matière de science et favoriser la confiance du public envers les activités scientifiques du gouvernement fédéral. Ensemble, ils visent à lutter contre la désinformation et la désinformation, que le cadre cherche également à traiter.

Plan d'action pour la science ouverte d'Environnement et Changement climatique Canada : 2021-2026

- Ce plan met en évidence la mobilisation du savoir en tant que moyen d'établir des liens entre les producteurs de connaissances, comme les chercheurs, et les utilisateurs des connaissances (par exemple, les Canadiens, les partenaires provinciaux et les organisations non gouvernementales).

Science du climat 2050 et Rapport sur les priorités nationales en matière de science et de savoir sur les changements climatiques

- Ces deux engagements garantissent une plus grande participation du public, un meilleur accès aux spécialistes d'ECCC et une meilleure préparation des générations futures aux emplois dans le domaine scientifique.

- Science du climat 2050 comprend des priorités touchant à la synthèse et à la mobilisation des connaissances, qui alimentent les connaissances sur le climat.

Stratégie de lutte contre la désinformation d'Environnement et Changement climatique Canada (en cours d'élaboration)

- ECCC élabore une stratégie pour traiter la mésinformation et la désinformation liées au mandat du Ministère. Ce travail est lié à la mise en œuvre de la [Politique sur les communications et l'image de marque](#) du gouvernement du Canada (section 4.1.13).
- Une meilleure connaissance de l'environnement devrait faire partie de la stratégie de lutte contre la mésinformation et la désinformation.

Plan de réduction des émissions pour 2030

- Section 2.1.3 : Le gouvernement soutient la transition vers une économie axée sur la croissance propre par l'intermédiaire du Fonds d'action et de sensibilisation pour le climat.
 - Ce fonds soutiendra des projets qui contribuent à renforcer les capacités et à sensibiliser le public à la réduction des émissions de gaz à effet de serre au Canada.
 - Il s'agit notamment de projets visant à améliorer les connaissances des jeunes Canadiens en matière d'environnement, dans le cadre des solutions à long terme pour lutter contre les changements climatiques.
- Section 2.12 : Soutenir les engagements visant à préparer la main-d'œuvre en veillant à ce que les travailleurs aient les compétences et aient accès aux possibilités nécessaires pour prospérer dans une économie carboneutre.
- Lors de la consultation publique, de nombreuses personnes ont souligné l'importance d'une meilleure connaissance du climat.

Stratégie canadienne de la connaissance de l'océan (dirigée par la Coalition canadienne de la connaissance de l'océan)

- Cette stratégie complète le [Plan de protection des océans](#) du Canada.
- Elle présente une vision de l'action concertée à mener pour garantir aux générations futures une relation saine, durable et équitable avec l'océan mondial et les voies navigables du Canada. Ses objectifs sont axés sur l'amélioration de la connaissance de l'océan, la promotion des valeurs liées à l'océan et le renforcement des moyens d'action liés à l'océan.
- L'amélioration de l'éducation à l'océan est l'un de ses axes d'action.

Plan pour des emplois durables et [Loi canadienne sur les emplois durables](#)

- Créer des mécanismes permettant au gouvernement du Canada d'aider efficacement les travailleurs et les communautés du pays à passer à une économie carboneutre, tout en favorisant la création d'un avenir plus durable, plus inclusif et plus prospère.
- La loi est entrée en vigueur le 20 juin 2024. Elle introduit des principes directeurs pour guider le travail collectif mené à l'échelle fédérale afin de créer un avenir équitable et inclusif qui soutienne les emplois durables, l'action climatique et la sécurité énergétique.

Engagements internationaux

Objectifs de développement durable des Nations Unies

- [Objectif 4](#) : Éducation de qualité. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
 - Cible 4.7 : D'ici 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, y compris,

entre autres, par l'éducation en faveur du développement durable et de modes de vie durables...

- Indicateur 4.7.1 : Degré d'intégration de i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et ii) l'éducation au développement durable dans a) les politiques nationales d'éducation, b) les programmes d'enseignement, c) la formation des enseignants et d) l'évaluation des étudiants.
- [Objectif 13](#) : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.
 - Objectif 13.3 : Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide.
 - Indicateur 13.3.1 : Degré d'intégration de i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et ii) l'éducation au développement durable dans a) les politiques nationales d'éducation, b) les programmes d'enseignement, c) la formation des enseignants et d) l'évaluation des étudiants.

Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

- La connaissance, l'éducation et la sensibilisation sont intégrées dans plusieurs cibles :
 - Cible 3 : Conservation d'au moins 30 % des terres, des eaux et des mers d'ici 2030
 - Cible 14 : Intégration des valeurs de la biodiversité
 - Cible 16/15b : Consommation durable
 - Objectif 19 : Mobilisation des ressources – Ressources financières
 - Cible 21 : Échange de connaissances
 - Cible 22 : Inclusion des peuples autochtones, des femmes et des filles, des jeunes et des enfants, des personnes en situation de handicap et des défenseurs des droits de la personne environnementaux dans la prise de décision
- La section K (22) reconnaît l'importance de la communication, de l'éducation et de la sensibilisation pour l'adoption du cadre.
- Un nouveau [Plan d'action mondial pour l'éducation à la biodiversité](#) invite les parties à ce cadre à renforcer l'éducation en tant qu'élément essentiel d'une conservation réussie de la biodiversité et d'une citoyenneté mondiale active au moyen de stratégies et de plans d'action nationaux en faveur de la biodiversité.

Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies

- [L'article 29e](#)) prévoit que les parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel.
- En 2022, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies [a recommandé](#) au Canada :
 - « De renforcer, avec la participation active des écoles, la sensibilisation des enfants aux changements climatiques et à la santé environnementale, y compris à la législation pertinente relative à la qualité de l'air et au climat, et de veiller à ce que le point de vue des enfants soit systématiquement pris en considération lors de l'élaboration des politiques et programmes visant à lutter contre les changements climatiques. »

Action for Climate Empowerment

- Ce terme a été adopté pour désigner les travaux menés au titre de l'[article 6 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#) (CCNUCC) et de l'article 12 de l'Accord de Paris.
- Pour faire face aux crises climatiques et environnementales, Action for Climate Empowerment souligne l'importance de :
 - l'éducation
 - la formation
 - la sensibilisation du public
 - la participation du public
 - l'accès du public à l'information

Accord de Paris

- L'article 12 appelle tous les pays signataires à renforcer l'éducation aux changements climatiques.

Déclaration de Berlin sur l'éducation au développement durable de l'UNESCO

- Souligne l'importance de l'éducation au développement durable pour tous
- Définit les défis concrets auxquels la communauté mondiale est confrontée et appelle à des changements urgents pour intégrer et renforcer pleinement l'éducation au développement durable dans tous les contextes d'enseignement.

L'Initiative de Bakou pour le développement humain en faveur de la résilience climatique

(approuvée par le Canada lors de la Conférence des Parties [COP] 29 de la CCNUCC)

- Les 12 principes d'action énoncés visent à intégrer le développement humain (y compris l'éducation, la santé, la protection sociale et la création d'emplois) dans l'action climatique, en accordant une attention particulière aux enfants et aux jeunes.
- Chaque principe reconnaît que l'éducation doit permettre aux personnes d'acquérir les connaissances, les compétences et les valeurs nécessaires pour créer des solutions durables.

Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'Organisation de coopération et de développement économiques

- L'OCDE prévoit d'inclure [des évaluations des connaissances sur l'environnement](#) dans l'enquête PISA 2029, une référence mondiale en matière d'éducation.
- Le Canada participe à l'enquête PISA depuis sa création en 2000, dans le cadre d'un partenariat entre le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) et Emploi et Développement social Canada (EDSC).
 - Les dix provinces ont participé à chaque évaluation.
 - Environ 20 000 élèves canadiens d'environ 800 écoles ont participé à chaque évaluation PISA, en anglais ou en français.

Annexe 2 : Répercussions économiques, sanitaires et sociétales pertinentes pour l'éducation à l'environnement

Prosperité économique, transition vers l'économie verte et compétences et emplois verts

Un [rapport](#) récent de la [Banque mondiale](#) indique que « la transition écologique dans le monde nécessiterait des travailleurs qualifiés pour environ 100 millions de nouveaux emplois, des travailleurs plus qualifiés pour la plupart des emplois existants et le recyclage professionnel des travailleurs qui occupent 78 millions d'emplois supplémentaires qui disparaîtront. Cependant, il manque de travailleurs qui possèdent ces compétences. » [Traduction]

Au Canada, les pénuries de main-d'œuvre et de compétences poseront des problèmes à l'économie verte du pays et limiteront son potentiel de croissance ([Eco Canada, 2024](#); [Smart Prosperity Institute, 2023](#); [RBC, 2022](#)). Une [analyse de 2022 de la RBC](#) note également que le Canada a besoin d'une main-d'œuvre agile « pour suivre les bouleversements technologiques et opérationnels qui favorisent la transition climatique ».

Par exemple, Clean Energy Canada prévoit que les emplois dans le secteur de l'énergie propre au Canada augmenteront de 3,4 % par an au cours de la prochaine décennie. C'est presque quatre fois plus rapide que la moyenne canadienne ([Plan pour des emplois durables](#); [Quantifying Canada's Clean Energy Economy](#)).

Selon d'autres analyses, l'« économie propre » du Canada pourrait créer entre 300 000 et 400 000 nouveaux emplois au Canada d'ici 2030 (Smart Prosperity Institute 2023; RBC 2022). Les « compétences et la main-d'œuvre » ont été désignées comme un secteur important et habilitant à l'ensemble de l'économie et un secteur porteur dans le cadre de la trajectoire du Canada vers la réduction des émissions d'ici 2030 ([Plan de réduction des émissions pour 2030](#)).

Les jeunes ont également indiqué qu'ils souhaitaient une action climatique ambitieuse dans laquelle les jeunes et les groupes marginalisés seraient au cœur de la solution (consultations sur [le rapport de 2021 sur l'état de la jeunesse](#)). Les Canadiens, y compris les jeunes, ont été consultés en 2022 pour s'assurer que le passage à la carboneutralité créera des emplois durables.

De nombreux domaines stratégiques révèlent également le besoin de compétences vertes et de soutien à une économie plus verte, notamment les suivants :

- [Stratégie fédérale de développement durable](#)
- [Un environnement sain et une économie saine](#)
- [Plan de réduction des émissions pour 2030](#)
- [Stratégie nationale d'adaptation](#)

Santé

L'éducation à l'environnement comprend l'amélioration de l'accès à la nature. Cela est essentiel pour que les Canadiens soient en bonne santé et résilients face aux conséquences des conditions météorologiques extrêmes et à l'augmentation de l'écoanxiété. Elle est si essentielle qu'elle a donné naissance au concept [d'accès à la nature en tant que droit de la personne](#).

Au Canada, de nombreuses écoles et de nombreux services de garde ne sont pas équipés pour protéger les enfants et le personnel en cas de phénomènes météorologiques extrêmes. Par exemple, les fortes chaleurs présentent des risques sanitaires importants qui pèsent sur la santé et le bien-être des enfants et entravent leur capacité d'apprentissage. Si rien n'est fait, la chaleur extrême dans les

établissements d'enseignement aggravera les inégalités systémiques en matière de logement, d'infrastructures de quartier et d'espaces verts. Cela contribuera à un fardeau de risque inégal pour les enfants des communautés touchées par les injustices sociales et économiques.

La végétalisation des cours d'école et des lieux d'apprentissage est une [stratégie d'adaptation qui a fait ses preuves](#) pour atténuer la chaleur extrême. Il s'agit également d'un domaine d'intervention essentiel du cadre national pour l'apprentissage en environnement.

Santé mentale et montée de l'écoanxiété

L'amélioration de l'accès à la nature permet également de résoudre les problèmes de santé mentale, tels que l'écoanxiété et le [syndrome du manque de nature](#). Ce syndrome fait référence aux coûts physiques, psychologiques et cognitifs de l'aliénation de la nature chez l'humain. Ces problèmes sont particulièrement fréquents chez les jeunes et les groupes sous-représentés ([Associations between Nature Exposure and Health: A Review of the Evidence, PMC](#))

Une [étude réalisée par l'Université Lakehead](#) a permis d'interroger 1 000 jeunes (âgés de 16 à 25 ans) dans tout le Canada. L'étude a permis de constater ce qui suit :

- les jeunes Canadiens sont confrontés à une diversité d'émotions difficiles liées aux problèmes climatiques;
- au moins 56 % des personnes interrogées ont déclaré se sentir effrayées, tristes, anxieuses et impuissantes;
- 78 % des personnes interrogées déclarent que les changements climatiques ont des effets sur leur santé mentale générale;
- 37 % des personnes interrogées ont déclaré que leurs sentiments à l'égard des changements climatiques avaient des répercussions sur leur fonctionnement quotidien;
- les personnes interrogées ont affirmé avoir une opinion défavorable à l'égard des mesures prises par les gouvernements à propos des changements climatiques et ont déclaré se sentir davantage trahies que rassurées;
- le tiers des participants se sentent ignorés ou rejetés lorsqu'ils tentent de parler des changements climatiques;
- 71 % des personnes interrogées pensent que nous pouvons faire quelque chose pour lutter contre la crise climatique si nous travaillons ensemble.

Les données montrent également que les changements climatiques contribuent à la perception négative qu'ont les jeunes de leur avenir. Par exemple :

- 39 % des personnes interrogées déclarent hésiter à avoir des enfants en raison des changements climatiques;
- 73 % des personnes interrogées déclarent penser que l'avenir est effrayant;
- 76 % des personnes interrogées estiment que l'être humain n'a pas su prendre soin de la planète.

Les données montrent que les jeunes Canadiens ont besoin de divers soutiens pour faire face à la situation. Ils estiment également que le système d'éducation devrait faire davantage pour les soutenir.

La recherche montre également que les jeunes au Canada, en particulier les femmes, ressentent plus d'émotions négatives à propos des changements climatiques que les adultes plus âgés. Ces émotions comprennent la colère et l'anxiété ([Programme de recherche appliquée sur l'action pour le climat, 2022](#)).

Réussite scolaire et réussite des étudiants en général

Une [analyse de l'Université de Stanford](#) portant sur 119 études évaluées par des pairs et publiées sur une période de 20 ans a mesuré l'impact de l'éducation à l'environnement sur les élèves de la maternelle à la 12^e année. Il en ressort que l'éducation à l'environnement a eu un certain nombre d'effets positifs :

- l'acquisition de connaissances dans de multiples disciplines, dont les questions environnementales, les sciences, les mathématiques;
- les compétences émotionnelles et sociales, dont l'estime de soi, le développement du caractère, le travail d'équipe et les compétences en leadership;
- les comportements respectueux de l'environnement, comme la réduction de la consommation d'eau, de meilleures pratiques de recyclage et la participation à des opérations de nettoyage en milieu communautaire;
- les aptitudes aux études (compétences du XXI^e siècle), telles que la pensée critique, la communication orale, les compétences en analyse, la résolution de problèmes et la pensée de plus haut niveau;
- la motivation à apprendre, y compris l'enthousiasme et l'intérêt pour l'école;
- l'intérêt pour la société et la participation citoyenne, y compris le sentiment de responsabilité civique, le sentiment d'autonomisation et la capacité d'agir.

L'éducation à l'environnement deviendra également un critère d'excellence scolaire. La connaissance du climat sera intégrée au [Programme international pour le suivi des acquis des élèves \(PISA\)](#) auquel le Canada participe en 2029. Le PISA est un test international créé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui mesure les capacités des élèves de 15 ans en lecture, en mathématiques et en sciences.

Les résultats de l'enquête PISA aident les pays à suivre le rendement de leurs élèves dans le temps afin de dégager des tendances et d'évaluer les compétences et les connaissances. Ils peuvent également indiquer dans quelle mesure les étudiants sont préparés à poursuivre leurs études ou à entrer sur le marché du travail.

Lors de la 29^e Conférence des parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'OCDE a annoncé que [la connaissance du climat serait incluse dans le principal critère de référence mondial en matière d'éducation à compter de 2029](#). Au Canada, environ 25 000 élèves de 15 ans ont été sélectionnés au hasard dans 1 100 écoles des 10 provinces pour participer à l'évaluation.

Mésinformation et désinformation

La mésinformation et la désinformation sur les changements climatiques et la dégradation de l'environnement sont de plus en plus répandues. Ce phénomène peut éroder la confiance du public dans les institutions et compromettre gravement la capacité d'ECCC à transférer efficacement les connaissances et à motiver les personnes à prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques.

Il est [prouvé](#) que la désinformation cause des préjudices. Il est nécessaire d'investir dans des communications sur les changements climatiques fondées sur des données scientifiques et factuelles. Il est essentiel de renforcer l'éducation à l'environnement pour lutter contre les effets négatifs de la mésinformation et de la désinformation et pour éviter l'exploitation par des acteurs qui cherchent à porter atteinte à l'intégrité scientifique.

Préparation aux situations d'urgence et aux sinistres

Les données montrent que le coût des catastrophes météorologiques augmente. L'année [2024 a été l'année la plus coûteuse de l'histoire du Canada en pertes liées à des phénomènes météorologiques](#).

Un Canadien sur cinq est extrêmement ou très préoccupé par les urgences météorologiques ou les catastrophes naturelles (résultats de 2022 de Statistique Canada).

Les jeunes constituent un groupe démographique sous-utilisé en termes de capital humain et créatif, de mobilisation civique et de capacités d'emploi. Une mobilisation accrue des jeunes pourrait faire progresser notre action en matière de gestion des catastrophes ([More than a checkbox: engaging youth in disaster risk reduction and resilience in Canada](#); [Youth Are Our Future Assets in Emergency and Disaster Management](#)).

En outre, [l'amélioration des connaissances sur l'énergie contribuera à une planification plus équitable de l'énergie, des transports, de la construction et de l'environnement](#) par et pour les communautés, les entreprises et les gouvernements. Un cadre national pour l'apprentissage en environnement axé sur les jeunes de la maternelle à la 12^e année peut contribuer à l'amélioration de la préparation aux catastrophes au Canada.